

# Revue de presse

## Commentaire sur les « salles de shoot »

Le travail sérieux sur ce sujet de la Commission Parlementaire n'aurait-il servi à rien ? Pour parler d'injection de drogue sécurisée dans une salle médicalisée, la première mesure de sécurité est de contrôler le produit à injecter (alors qu'il provient du trafic illicite), ensuite, il faut s'assurer de l'état physique de l'individu (le toxicomane ment et triche sans arrêt et peut avoir pris de la méthadone ou une première dose d'héro avant un super shoot dans ce lieu sécurisé) pour savoir s'il est en état de recevoir la dose ou « surdose », il faut un labo pour le produit, une analyse de sang, une consultation médicale... impossible à financer dans ce contexte (généralement, l'héroïnomane veut ressentir l'effet maxi du produit donc il peut prendre le risque de se faire un demi gramme d'héro puisqu'en cas d'OD, il sait qu'il sera secouru... « aux frais des contribuables », fait confirmé dans les expérimentations en **cours**.

Suite à une injection avec conséquence tragique dans ce lieu, qui porte la responsabilité ? Qui paiera les prises en charge ? (exemple, « se faire une poussière » en intraveineuse abouti parfois à des séquelles irréversibles). Si l'un des bénéficiaires de ce shoot (avec complicité partagée) est auteur d'accident de la route avec préjudice à autrui, qui porte la responsabilité ? Cette tolérance nécessite de revoir le code la route, de la santé publique, de procédure pénale... si ce n'est pas fait, il y aura jurisprudence et nous irons vers une légalisation de l'usage des drogues avec une réglementation de + en + contraignante pour limiter les conséquences... comme pour l'abus d'alcool. Cependant, pour les produits classés stupéfiants c'est infiniment plus compliqué car les mafieux garderont la main sur le trafic et les nouvelles drogues seront toujours le monopole des trafiquants (une nouvelle drogue par semaine actuellement).

Comme beaucoup de points d'accueil de jour pour les plus démunis, ces salles seront accessibles 35 heures par semaine, alors que fera le malade dépendant pendant les 133 heures restantes ? L'héroïnomane concerné dans le projet, a besoin de son shoot toutes les 4 heures pour ne pas souffrir et il vit essentiellement la nuit ; moment le plus anxiogène où il a surtout besoin d'un lieu sécurisé.

### **Pour limiter les conséquences sociales, si ces salles doivent être créées, j'ose faire deux suggestions :**

La structure médicalisée la plus efficiente, 24 heures sur 24 heures, demeure l'Hôpital ; alors pourquoi ne pas lui donner ce million d'euros pour y **installer** ce type de salle, avec cette proximité efficace en matière de secours en cas d'overdose ou autre accident lié à l'injection.

La méthadone ou le subutex sont utilisables en substitution de l'héroïne, il serait sécurisant, dans le protocole expérimental de ces salles, d'y voir l'utilisation d'un kit complet avec une méthadone injectable « copiant les effets de l'Héroïne » ceci réduirait également le risque de délinquance générée par l'approvisionnement d'héroïne à proximité.

Cette expérimentation de « **salle de consommation sécurisée pour l'usage de toutes drogues** » **ne** concerne qu'une faible partie des poly-toxicomanes en France dans quelques endroits de grand rassemblement.

On peut penser que ceux qui iront vers ce type de structures ne peuvent survivre qu'au moyen des produits ... j'ai quelque difficulté à intégrer cette notion ! A force de voir des cas dit désespérés qui revivent libres et heureux sans produit grâce à l'accompagnement du modèle Minnesota, j'espère qu'ils auront la chance, dans ce lieu de consommation, d'être encouragé et accompagné pour accéder au seul centre de soins pratiquant uniquement ce modèle de thérapie en France ( 4 structures utilisent ce modèle : Centre de soins AURORE de Bucy le Long 02, communauté thérapeutique AURORE à Aubervilliers 93 et centre de réinsertion EDVO à Montmagny 95, Clinique psychothérapeutique d'Osny 95 pour partie, pour 170 centres au Canada, une cinquantaine en Angleterre,...)

La majorité des toxicomanes en échec avec le système majoritaire actuel de prise en charge demandent plus de structures comme celle d'Aurore à Bucy le long 02 ou celle d'EDVO pour sortir définitivement de tous ces systèmes d'accompagnement à la consommation de drogues.

**J.P. Bruneau**

Président fondateur et directeur de [edvo-addictions.fr](http://edvo-addictions.fr)